

Jeunesse lève-toi!

CHRONIQUE

THOMAS DERMINE

Chargé de la relance économique du bassin carolorégien (Plan CatCh post Caterpillar)

La révélation de l'existence des Sugar Daddy a choqué. Au-delà de la question morale qu'elle pose, c'est surtout la précarité des jeunes qu'elle révèle qui interroge. Car oui, ce sont principalement les jeunes qui ont payé le prix fort de la dernière récession économique et des mutations en cours du monde du travail. Ce sont eux les grands perdants de ces dix dernières années. Et ce, pas seulement dans les pays périphériques de l'Europe mais aussi en Belgique. Emplois précaires au mieux, précarité à durée indéterminée au mieux. En 2017, dans les zones urbaines, un Belge sur cinq âgé entre 15 et 24 ans est exclu du système. Il n'est ni sur les bancs de l'école ou de l'université, ni inscrit dans un cycle de formation professionnelle, ni actif sur le marché de l'emploi. Comme le résume très bien Jean Pisani-Ferry, l'économiste en chef de l'équipe Macron, «le sort des jeunes est bien pire aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 25 ans». Parfait terrain de chasse pour les Sugar Daddy...

Selon Eurostat, on en arrive donc aujourd'hui à une situation complètement paradoxale où les jeunes adultes, alors

qu'ils sont dans la fleur de l'âge, ont 25% de plus de risque d'être confrontés à la pauvreté et à l'exclusion sociale que les plus de 65 ans. Arrêtons donc de penser que l'image dominante de la précarité est celle d'un vieux pensionné vivant avec une retraite misérable.

Si les jeunes ont payé le prix fort de la récession, d'autres générations, comme les baby-boomers, ont été plutôt épargnées. Une étude britannique montre par exemple, que les mesures d'austérité ont réduit le revenu moyen annuel d'un ménage de moins de 40 ans de 600 euros alors que l'impact de ces mesures pour un couple de pensionné de plus de 60 ans était inférieur à 50 euros.

En Belgique aussi, la plupart des mesures prises par le gouvernement fédéral (comme le relèvement de l'âge légal de la pension) n'affectent pas les pensionnés actuels, seulement les futurs retraités. Alors que l'ensemble de la population a subi une perte de revenu réel via le saut

d'index ou des exclusions du chômage, plusieurs catégories de pensionnés ont connu sur la même période une revalorisation de leurs pensions. Cela n'est évi-

demment pas une mauvaise chose en soi mais cela donne une idée des priorités. Car après tout, la politique n'est qu'une question de priorités... et fait unique dans l'histoire de nos sociétés, l'augmentation conjointe de l'espérance de vie et le vieillissement des baby-boomers entraîne une domination des plus de 65 ans dans la structure démographique de notre pays. Nos pensionnés ont aujourd'hui un poids politique suffisant (20% de la population belge) pour faire basculer n'importe quelle élection. Aucun parti ne risquerait de les contrarier. Il est bien plus facile de reporter les problèmes sur les générations à venir.

Alors que la mobilisation politique des jeunes est en chute libre, les pensionnés, ont aussi plus de temps disponible, possèdent les relais pour organiser la défense de leurs intérêts. Seulement 2% des parlementaires belges ont moins de 30 ans alors que 40% ont plus de 50 ans. Les pensionnés sont donc: plus nombreux, beaucoup plus actifs, mieux représentés. Notre système est basé sur une promesse. Une promesse entre générations selon laquelle les travailleurs d'aujourd'hui fi-

nancent la retraite et les soins de santé de leurs parents en s'attendant à ce que leurs enfants en fassent de même. Ce système est fragile: il ne fonctionne que si chaque génération s'attend à recevoir au moment de sa pension au moins autant que ce qu'elle a contribué pour la génération précédente. Aujourd'hui, dans une société avec une croissance plus faible et où de plus en plus de jeunes sont marginalisés, cette promesse risque d'être rompue. À trop tirer sur la corde, la gérontocratie risque de faire imploser le système...

Restaurer la justice intergénérationnelle passe par une répartition de l'effort budgétaire plus équitable. Via en particuliers un réinvestissement massif dans nos systèmes d'éducation et de formation. Pour lutter contre l'exclusion et le chômage de masse des jeunes. Rendre ces réformes possibles devrait passer notamment par une dilution du poids politique des plus âgés. Comment? En abaissant le droit de vote à 16 ans ou en limitant le nombre de mandats consécutifs exercés par nos politiciens par exemple. Tiens tiens, revoilà les questions de gouvernance.